

# BAKOUNINE ET LA CAMPAGNE ÉLECTORALE...

«Le suffrage universel, c'est la contre-révolution»

PROUDHON.

(«*La Révolution sociale ou la dictature militaire*», par Michel Bakounine)

Comment se fait-il que ces hommes aient changé et que, révolutionnaires d'hier, ils soient devenus des réactionnaires si résolus aujourd'hui? Serait-ce l'effet d'une ambition satisfaite, et parce que se trouvant placés aujourd'hui, grâce à une révolution populaire, assez lucrativement assez haut, ils tiennent plus qu'à toute autre chose à la conservation de leurs places? Ah! sans doute, l'intérêt et l'ambition sont de puissants mobiles et qui ont dépravé bien des gens, mais je ne pense pas que deux semaines de pouvoir aient pu suffire pour corrompre les sentiments de ces nouveaux fonctionnaires de la République. Auraient-ils trompé le peuple, en se présentant à lui, sous l'Empire, comme des partisans de la révolution? Eh bien franchement je ne puis le croire; ils n'ont voulu tromper personne, mais ils s'étaient trompés eux-mêmes sur leur propre compte, en s'imaginant qu'ils étaient des révolutionnaires. Ils avaient pris leur haine très sincère, sinon très énergique et très passionnée, contre l'Empire, pour un amour violent de la révolution, et se faisant illusion sur eux-mêmes, ils ne se doutaient même pas qu'ils étaient des partisans de la république et des réactionnaires en même temps.

«*La pensée réactionnaire*, dit Proudhon (1), que le peuple ne l'oublie jamais, a été conçue au sein même du parti républicain». Et plus loin il ajoute que cette pensée prend sa source dans le zèle gouvernemental tracassier, méticuleux, fanatique, policier - et d'autant plus despote qu'il se croit tout permis, son despotisme ayant toujours pour prétexte le salut même de la république et de la liberté.

Les républicains bourgeois identifient à grand tort leur république avec la liberté. C'est là la grande source de toutes leurs illusions, lorsqu'ils se trouvent dans l'opposition; de leurs déceptions et de leurs inconséquences, lorsqu'ils ont en main le pouvoir. Leur république est toute fondée sur cette idée du pouvoir et d'un gouvernement qui doit se montrer d'autant plus énergique et puissant qu'il est sorti de l'élection populaire; et ils ne veulent pas comprendre cette vérité, pourtant si simple, et confirmée d'ailleurs par l'expérience de tous les temps et de tous les pays, que tout pouvoir organisé, établi, agissant sur le peuple, exclut nécessairement la liberté du peuple. L'État politique n'ayant d'autre mission que de protéger l'exploitation du travail populaire par les classes économiquement privilégiées, le pouvoir de l'État ne peut être comptable qu'avec la liberté exclusive de ces classes dont il représente les intérêts, et par la même raison il doit être contraire à la liberté du peuple. Qui dit État ou pouvoir dit domination, mais toute domination présume l'existence de masses dominées. L'État, par conséquent, ne peut avoir confiance dans l'action spontanée et dans le mouvement libre des masses, dont les intérêts les plus chers sont contraires à son existence; il est leur ennemi naturel, leur oppresseur obligé, et tout en prenant bien garde de l'avouer, il doit toujours agir comme tel.

**LES BOURGEOIS NE VEULENT LA LIBERTÉ QUE POUR EUX, ET C'EST LA LIBERTÉ D'EXPLOITER QU'ILS VEULENT.**

Voilà ce que la plupart des jeunes partisans de la république autoritaire ou bourgeoise ne comprennent pas, tant qu'ils n'ont pas encore essayé eux-mêmes du pouvoir. Parce qu'ils détestent du fond de leur cœur avec toute la passion dont ces pauvres natures abâtardies, énervées, sont capables, le despotisme monarchique, - ils s'imaginent qu'ils détestent le despotisme en général; parce qu'ils voudraient avoir la puissance et le courage de renverser un trône, ils se croient des révolutionnaires; ils ne se doutent pas que ce n'est pas le despotisme qu'ils ont en haine, mais sa forme monarchique, et que ce même despotisme, pour peu qu'il revête la forme républicaine, trouvera ses plus zélés adhérents en eux-mêmes.

Ils ignorent que le despotisme n'est pas autant dans la forme de l'État ou du pouvoir, que dans le principe de l'État et du pouvoir politique lui-même, et que par conséquent l'État républicain doit être par son essence

(1) *Idée générale de la Révolution au 19<sup>ème</sup> siècle.*

aussi despotique que l'État gouverné par un empereur ou un roi. Entre ces deux États, il n'y a qu'une seule différence réelle. Tous les deux ont également pour base essentielle et pour but l'asservissement économique des masses au profit des classes possédantes. Mais ils diffèrent en ceci que, pour atteindre ce but, le pouvoir monarchique qui, de nos jours, tend fatallement à se transformer partout en dictature militaire, n'admet la liberté d'aucune classe, pas même de celles qu'il protège au détriment du peuple. Il accepte et il est forcée de servir les intérêts de la bourgeoisie, mais sans lui permettre d'intervenir, d'une manière sérieuse, dans le gouvernement des affaires du pays.

Ce système, quand il est appliqué par des mains inhabiles ou par trop malhonnêtes, ou quand il met en opposition trop flagrante les intérêts d'une dynastie avec ceux des exploiteurs de l'industrie et du commerce du pays, comme cela vient d'arriver en France, peut compromettre gravement les intérêts de la bourgeoisie. Il présente un autre désavantage fort grave au point de vue des bourgeois, il les froisse dans leur vanité et dans leur orgueil. Il les protège, il est vrai, et leur offre, au point de vue de l'exploitation du travail populaire, une sécurité parfaite, mais en même temps il les humilie en posant des bornes très étroites à leur manie raisonnable, et lorsqu'ils osent protester, il les maltraite. Cela impatient naturellement la partie la plus ardue, si vous voulez la plus généreuse et la moins réfléchie de la classe bourgeoise, et c'est ainsi que se forme en son sein en haine de cette oppression le parti républicain bourgeois.

Que veut ce parti? L'abolition de l'État? L'émancipation réelle et complète pour tous, par le moyen de l'affranchissement économique du peuple? Pas du tout. Les républicains bourgeois sont les ennemis les plus acharnés et les plus passionnés de la révolution sociale. Dans les moments de crise politique, lorsqu'ils ont besoin du bras puissant du peuple pour renverser un trône, ils condescendent bien à promettre des améliorations matérielles à cette classe si intéressante des travailleurs; mais comme, en même temps, ils sont animés de la résolution la plus ferme de conserver et de maintenir tous les principes, toutes les bases sacrées de la société actuelle, toutes ces institutions économiques et juridiques qui ont pour conséquence nécessaire la servitude réelle du peuple, leurs promesses s'en vont naturellement toujours en fumée. Le peuple déçu murmure, menace, se révolte, et alors, pour contenir l'explosion du mécontentement populaire, ils se voient forcés, les révolutionnaires bourgeois, de recourir à la répression toute-puissante de l'État. D'où il résulte que l'État républicain est tout aussi oppressif que l'État monarchique, seulement il ne l'est point pour les classes possédantes, il ne l'est exclusivement que contre le peuple.

Aussi nulle forme de gouvernement n'eût-elle été aussi favorable aux intérêts de la bourgeoisie, ni aussi aimée de cette classe, que la république, si elle avait seulement, dans la situation économique actuelle de l'Europe, la puissance de se maintenir contre les aspirations socialistes de plus en plus menaçantes des masses ouvrières. Ce dont les bourgeois doutent, ce n'est donc pas de la bonté de la république qui est toute en leur faveur, c'est de la puissance comme État, ou de sa capacité de se maintenir et de les protéger contre les révoltes du prolétariat. Il n'y a pas de bourgeois qui ne vous dise: «*La république est une belle chose, malheureusement elle est impossible, elle ne peut durer, parce qu'elle ne trouvera jamais en elle-même la puissance nécessaire pour se constituer en État sérieux, respectable, capable de se faire respecter et de nous faire respecter par les masses*». Adorant la république d'un amour platonique, mais doutant de la possibilité ou au moins de sa durée, le bourgeois tend par conséquent à se remettre toujours sous la protection d'une dictature militaire qu'il déteste, qui le froisse, l'humilie et qui finit toujours par le ruiner tôt ou tard, mais qui lui offre au moins toutes les conditions de la force et de l'ordre public.

---